



## PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction Régionale et Interdépartementale  
de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France

Unité Territoriale de Seine-et-Marne

**Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2016/DRIEE/UT77/98  
à l'encontre de la société SURYS  
pour son établissement situé Parc d'activités Gustave Eiffel 22 avenue de l'Europe et 5 avenue Gutenberg  
à BUSSY-SAINT-GEORGES (77600).**

Le Préfet de Seine et Marne  
Officier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH) ;

**Vu** le règlement (UE) n° 348/2013 du 17 avril 2013 modifiant l'annexe XIV du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH) ;

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** le décret du Président de la République du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Jean-Luc MARX préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 16/PCAD/033 du 18 mai 2016, donnant délégation de signature à Monsieur Jérôme GOELLNER, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France ;

**Vu** l'arrêté n° 2016 – DRIEE Ile-de-France – 213 du 13 juillet 2016 portant subdélégation de signature de Monsieur Jérôme GOELLNER, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France à ses collaborateurs ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 15/DCSE/IC/019 du 19 mars 2015 autorisant la société HOLOGRAM INDUSTRIES à étendre l'usine existante de fabrication d'hologrammes de sécurité située Parc d'activité Gustave Eiffel, 5 avenue Gutenberg sur la commune de BUSSY-SAINT-GEORGES ;

**Vu** le rapport de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie n° E-1/16-1875 du 25 août 2016 établi suite à la visite d'inspection du 5 août 2016 de l'établissement de la société SURYS situé à l'adresse citée ci-dessus,

**CONSIDERANT** le courrier préfectoral du 18 janvier 2016 prenant acte du changement de dénomination sociale de la société HOLOGRAM INDUSTRIES devenue société SURYS ;

**CONSIDERANT** le courrier de l'inspection des installations classées du 25 août 2016 transmettant à la société SURYS copie de son rapport susvisé conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement,

**CONSIDERANT** le courrier préfectoral du 25 août 2016 informant la société SURYS de la mise en demeure susceptible d'être prise à son encontre et de la possibilité de présenter ses observations dans un délai d'un mois ;

**CONSIDERANT** l'absence d'observations de la part de la société SURYS dans les délais impartis ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant utilise en petite quantité dans son procédé d'électroformage une solution de dichromate de potassium ( $K_2Cr_2O_7$ ) ;

**CONSIDERANT** que cette substance répondant aux critères des substances préoccupantes est listée à l'annexe XIV du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques par le règlement (CE) n° 348/2013 du 17 avril 2013 ;

**CONSIDERANT** que l'usage de la société SURYS de cette substance n'est pas couvert ou ne fait pas l'objet d'une demande d'autorisation auprès de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) ;

**CONSIDERANT** que la date limite pour l'introduction d'une telle demande étant échue (21 mars 2016), cette substance est interdite d'utilisation par le règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ;

**CONSIDERANT** que ces constats constituent des manquements aux dispositions du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ;

**CONSIDERANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 521-17 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île- de- France,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup>**

La société SURYS dont le siège social est situé Parc d'activités Gustave Eiffel 22, avenue de l'Europe à BUSSY-SAINT-GEORGES (77600) est mise en demeure pour son établissement situé Parc d'activités Gustave Eiffel 22 avenue de l'Europe et 5 avenue Gutenberg à BUSSY-SAINT-GEORGES (77600) de respecter **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté** l'article 56 §1 du règlement (CE) n° n° 1907/2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques :

*« Un fabricant, importateur ou utilisateur en aval s'abstient de mettre sur le marché une substance en vue d'une utilisation ou de l'utiliser lui-même si cette substance est incluse à l'annexe XIV, sauf :*

*a) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans une préparation, ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été autorisées conformément aux articles 60 à 64 ; ou*

*b) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans une préparation, ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été exemptées de l'obligation d'autorisation prévue à L'annexe XIV elle-même, conformément à l'article 58, paragraphe 2 ; ou*

*c) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), n'a pas été atteinte ; ou*

*d) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), a été atteinte et s'il a fait une demande dix-huit mois avant cette date mais qu'aucune décision concernant la demande d'autorisation n'a encore été prise ; ou*

*e) dans les cas où la substance est mise sur le marché, si cette utilisation a été autorisée à son utilisateur en aval immédiat. »*

## **ARTICLE 2 – Sanctions**

Faute de se conformer au présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales, l'intéressé est passible des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

## **ARTICLE 3 – Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société SURYS.

## **ARTICLE 4 – Information des tiers**

Une copie du présent arrêté est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de BUSSY-SAINT-GEORGES et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

## **ARTICLE 5 – Délai et voies de recours (combinaison des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement)**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de MELUN – 43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN) dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation ;

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle ledit acte leur a été notifié.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

## **ARTICLE 6 – Exécution**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Le sous-Préfet de TORCY,
- Le Maire de BUSSY-SAINT-GEORGES,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à PARIS,
- Le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société SURYS, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 6 octobre 2016

*Le Préfet,*  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur empêché,  
Le Chef de l'Unité territoriale  
de Seine-et-Marne



## **DESTINATAIRES :**

- La société SURYS,
- Le sous-Préfet de TORCY,
- Le Maire de BUSSY-SAINT-GEORGES,
- Le Délégué territorial de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- Le Directeur Départemental des Territoires (DDT),
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- Le Chef de l'Unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE) d'Ile-de-France,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à PARIS,
- Le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE).